

**L'INTÉGRATION SOCIALE ET POLITIQUE  
DES MINORITÉS DANS LE SYSTÈME SOVIÉTIQUE**

René Houle

**134**

L'article és una comunicació presentada al XXIII Congrés Mundial de la Població organitzat per la UIESP/IUSSP. Beijing, Xina, 11-17 d'octubre de 1997.

Sessió informal núm. 39, coordinada per W. Haug: *International migration policies: the issues of political and cultural integration* .

**Centre d'Estudis Demogràfics**

**1998**

**Resum.-** Aquest text té com a objectiu il·lustrar com s'ha desenvolupat la integració de les minories durant el règim soviètic. Les dades utilitzades provenen dels censos no publicats de 1939, 1959 i 1979 i del cens publicat de 1926. Analitzem les informacions relatives a la posició socio-econòmica d'aquestes minories dins les repúbliques tant federals com autònomes. Mostrem que s'ha produït una veritable substitució de les élites russes per les nacionals en la majoria de les repúbliques, fins i tot durant el període estalinista (1926-1939).

**Paraules clau.-** Minories, grups ètnics, URSS, categories socio-professionals.

**Resumen.-** Este texto tiene como objetivo ilustrar como se ha desarrollado la integración de las minorías durante el régimen soviético. Los datos utilizados provienen de los censos no publicados de 1939, 1959 y 1979 y del censo publicado de 1926. Analizamos las informaciones relativas a la posición socio-económica de estas minorías en las repúblicas tanto federales como autónomas. Mostramos que se ha producido una verdadera substitución de las élites rusas por las nacionales en la mayoría de las repúblicas, incluso durante el periodo estalinista (1926-1939).

**Palabras clave.-** Minorías, grupos étnicos, URSS, categorías socio-profesionales.

**Abstract.-** The aim of this paper is to illustrate how operated the integration of minorities under the Soviet regime. The data used comes from the 1939, 1959 and 1979 unpublished censuses and from the 1926 publish census. We analyse the information on socio-economic positions of these minorities in the Federative as well as in the Autonomous republics. We show that a real substitution of Russian élites by national élites took place during all over the period considered, even during the Stalinist period (1926-1939).

**Key words.-** Minorities, ethnic groups, USSR, socio-professional categories.

**Résumé.-** Ce texte a pour objectif d'illustrer comment s'est opérée l'intégration des minorités sous le régime soviétique. Les données utilisées proviennent des recensements non publiés de 1939, 1959 et 1979, ainsi que du recensement publié de 1926. Nous analysons les informations relatives à la position socio-économique de ces minorités dans les républiques tant fédérées qu'autonomes. Nous montrons qu'au cours du temps s'est produit une véritable substitution des élites russes par les élites nationales dans la majorité des républiques, même pendant la période staliniste (1926-1939).

**Mots clés.-** Minorités, ethnies, URSS, Catégories socio-professionnelles.

## TABLE DES MATIÈRES

1.- Qu'est-ce qu'une minorité en URSS? .....	2
2.- L'intégration des minorités et l'histoire sociale soviétique .....	5
3.- Les positions des minorités dans les républiques en 1979 .....	13
4.- Conclusion .....	19
Références .....	21

## LISTE DES TABLEAUX

1.- Distribution de la population de l'URSS selon le "statut politique territorial" et le lieu de résidence, et niveau de rétention linguistique, 1989 .....	4
2.- Taux de participation, pour 10.000 actifs, à la direction des institutions politiques et à la direction des entreprises, 1926 à 1979 .....	7
3.- Proportion de la population des groupes titulaires et russes des républiques possédant un niveau d'éducation supérieure complétée, population de 20 ans et plus, 1979 (en pourcentage) .....	15
4.- Proportion des Russes et des Ukrainiens vivant en Russie et en Ukraine possédant un niveau d'éducation supérieure complétée, population urbaine de 30-59 ans, 1979 (en pourcentage) .....	16
5.- Population ukrainienne dans les républiques fédérées en 1939 et 1989 (effectifs en milliers) .....	17

## LISTE DES FIGURES

1a.- Indices comparatifs de participation à la direction des institutions politiques, pop. titulaires, Russes et autres groupes nationaux (minorités), 9 républiques fédérées, 1926-1979 .....	8
1b.- Indices comparatifs de participation à la direction des institutions politiques, pop. titulaires, Russes et autres groupes nationaux (minorités), 7 républiques autonomes, 1926-1979 .....	9
2a.- Indices comparatifs de participation à la direction des entreprises soviétiques, pop. titulaires, Russes et autres groupes nationaux (minorités), 9 républiques fédérées, 1926-1979 .....	10
2b.- Indices comparatifs de participation à la direction des entreprises soviétiques, pop. titulaires, Russes et autres groupes nationaux (minorités), 7 républiques autonomes, 1926-1979 .....	11
3.- Taux de participation (p. 10.000 actifs) standardisés à différentes catégories socio-économiques, Russes, populations titulaires et autres groupes nationaux (minorités), pour trois grandes régions, 1979 .....	14
4.- Taux de participation (p. 10.000 actifs) standardisés à différentes catégories socio-économiques, Russes, Ukrainiens et autres groupes nationaux (minorités), Russie et Ukraine, 1979 .....	16
5.- Taux de participation (p. 10.000 actifs) standardisés à différentes catégories socio-économiques, Russes, Moldaves, Ukrainiens et autres groupes nationaux, Moldavie, 1979 .....	19

## **L'INTÉGRATION SOCIALE ET POLITIQUE**

### **DES MINORITÉS DANS LE SYSTÈME SOVIÉTIQUE**

La question de l'intégration des minorités a rarement été abordée comme sujet spécifique dans les études soviétiques. Il existe évidemment de très nombreuses et excellentes études sur l'histoire de la politique nationale en URSS qui en sont pas sans rapport avec le présent sujet (par exemple, l'étude historique de Simon, 1991). D'autres travaux, aux objectifs plus circonscrits, ont par ailleurs voulu vérifier l'affirmation, de la part des Soviétiques, que leur société avait atteint un équilibre social dans lequel les différences socio-économiques entre les nationalités étaient en train de s'estomper (Silver, 1974 et Jones & Grupp, 1984), ce qui illustrerait bien l'intégration de tous les groupes nationaux dans le nouveau régime.

Grâce à l'exploitation des recensements soviétiques non publiés, mais disponibles aux Archives Russes de l'Économie Nationale (RGAE) à Moscou, nous avons été en mesure de jeter un nouvel éclairage sur le sujet, tant par les séries historiques que nous avons pu construire que par certains détails qui révèlent la complexité de la question. Ces deux aspects feront l'objet des pages qui suivent. Mais avant d'entrer dans le coeur du sujet, précisons ce que nous entendons par intégration. Nous allons examiner certaines catégories socio-professionnelles, et accessoirement les niveaux d'éducation atteints, qui illustrent la contribution des minorités à la gestion du système soviétique, et considérer que cette contribution constitue un signe d'intégration, ou d'insertion, dans ce système. Cette intégration n'est cependant pas synonyme de "recrutement", bien que les autorités centrales peuvent effectivement recruter les minorités en fonction de leurs besoins. La structure fédérale (présence de républiques ou de territoires nationaux) a rendu possible une certaine autonomie des groupes nationaux dans leur territoire titulaire, créant des "zones protégées" pour ces groupes titulaires (selon l'expression de Suny, 1989) et établissant ainsi des systèmes de "stratifications ethniques séparés" (reprenant l'expression de Roeder, 1992).

La définition d'intégration que nous adoptons est à la fois plus restreinte que celle utilisée dans le contexte de l'immigration internationale et son impact sur les sociétés d'accueil (par exemple, Penninx, Schoorl & van Praag, 1993), mais en même temps plus large puisqu'elle adresse, comme on le verra par la suite, la question de la formation des "nations". Ces

différences d'approche sont évidemment attribuables au fait que nous n'étudions pas l'immigration internationale, mais une situation où les minorités sont "données" d'avance, l'URSS ayant été le prolongement historique d'un empire qui s'était formé au cours de plusieurs siècles.

La nature du fédéralisme et du système d'autonomies soviétiques se trouve au centre de notre problématique. En ce qui a trait à l'intégration des minorités, ce système fédéral et d'autonomies nous amène à considérer l'intégration au-delà de l'opposition traditionnelle Russes/non-Russes. Cette opposition est évidemment importante, comme on le verra, mais elle reste incomplète. Pour dépasser cette opposition, nous allons examiner la situation dans les républiques, donc adopter une perspective ethno-territoriale dont le fédéralisme soviétique, pris au sens large, est la consécration officielle.

Étant donnée la structure particulière du système soviétique d'autonomies, le concept même de minorité est ambiguë. L'URSS se composait, au moment de son effondrement, de 15 républiques fédérales, de 20 républiques autonomes, très majoritairement situées en Russie, et de 18 régions (*oblasts*) et districts (*okrugs*) autonomes, aussi très majoritairement situés en Russie. Les Russes constituent-ils partout et toujours une majorité ? Oui et non. En Russie, les Russes forment la majorité incontestée. Mais qu'est-ce qu'un Russe en Ouzbékistan ou en Ukraine ? Fait-il partie d'une communauté minoritaire ou maintient-il sa position de majorité ? Qu'en est-il d'un Ukrainien ? Minoritaire en Russie par exemple, son statut "politique" est différent s'il habite sa propre république. Mais qu'en est-il alors de son statut socio-économique ? Dans ce texte, nous allons essayer de montrer, à l'aide d'exemples républicains, qu'il existe une "intégration différencielle" des groupes ethniques "minoritaires" en URSS en fonction du critère national-étatique de résidence, et que ce processus constitue l'une des clés pour comprendre la formation des nations modernes en URSS.

## 1.- Qu'est-ce qu'une minorité en URSS?

La définition d'une minorité dans le pays successeur de l'Empire Russe semble aller de soi : est considérée une minorité tout ce qui n'est pas russe. C'est d'ailleurs ce qu'on entend généralement quand on parle des minorités en URSS : **les non-Russes** sont les minorités en Union Soviétique (par exemple Bennigsen, 1986), comme ils l'étaient en Russie pré-révolutionnaire. Ces non-Russes représentent tout juste un peu moins de la moitié de la population soviétique en 1989, 49,2 % pour être exact (tableau 1).

Mais après la Révolution d'Octobre, il y avait toutes les raisons (utopie révolutionnaire, promesses de Lenine, nécessités stratégiques) pour que les choses changent. Dans les années 1920, et en particulier pendant la NEP, il existait une notion différente de ce qu'était une

minorité dans le nouvel État soviétique fédérée. Lénine avait écrit sur le sujet bien avant la révolution (Lenin, 1989). Les idées de Lénine s'étaient traduites, entre autres choses, par la mise sur pied d'un système de services aux minorités, qui venait lui-même s'insérer dans l'organisation nationale-étatique : les nouvelles républiques avaient reçu la consigne du centre de favoriser la création de régions, et surtout d'arrondissements et de villages (soviets) nationaux (ou autonomes) là où le nombre le permettait, et selon des critères démographiques assez souples (Kljatchin, 1989). Ces entités nationales, au nombre d'environ 2.000 dans les années 1920, devaient protéger les droits des minorités, c'est-à-dire des **groupes ethniques vivant dans une république qui n'était pas la leur, ou qui ne possédaient pas une république**. Ces droits s'étendaient aussi bien aux Juifs de Biélorussie qu'aux Russes d'Ukraine, ou encore aux petits peuples sibériens. Selon cette définition issue des années 1920, les minorités auraient représenté, au recensement de 1989, entre 21,3% et 24,9% de la population soviétique, selon qu'on inclue ou non dans cette définition les populations titulaires des républiques, régions et districts autonomes, RA, OA et DA respectivement (tableau 1).

Mais cette époque d'or des minorités n'allait pas durer et, avec l'avènement du stalinisme, les arrondissement et les villages nationaux allaient progressivement disparaître (mais pas, en général, les républiques ni les régions autonomes). Pour comprendre ce que se passe avec l'émergence du stalinisme, il faut, selon les mots de Charachidzé (1989), "mobiliser d'autres critères que les nôtres". Le texte de Charachidzé est rempli de réflexions pénétrantes, et nous nous inspirons ici de son raisonnement et, en premier lieu, de la théorie des appartenances. La hiérarchie territoriale soviétique est rendue par les types d'entités nationales, républiques fédérées, républiques autonomes, régions autonomes et districts autonomes, une hiérarchie descendante "allant de l'appartenance politique historiquement déterminée à des divisions et des apparentements de moins de moins en moins motivés, arrêtés en fin de compte à la suite d'un choix de l'État entre d'innombrables communautés linguistiques" (idem : 15). Et ce dernier choix est décrété d'en haut, selon des critères linguistiques, également hiérarchisés, entre langues littéraires, langues écrites et langues sans écriture, critères dont l'application n'est pas toujours justifiée par les faits (idem : 17). Les peuples s'inséraient donc dans des hiérarchies qui ne laissait aucune place pour le vide; tous devaient se conformer à une catégorie, territoriale, linguistique, ou les deux. Il y avait, pour ainsi dire, peu de place pour des "minorités", seulement pour des "nationalités". Et l'attribut de nationalité donnait droit à une mention sur le passeport intérieur, environ 70 nationalités, dont toutes celles possédant un "amarrage" territorial, plus quelques autres.

Les minorités semblent se définir, à partir de Staline, par différence, comme un **groupe résiduel** composé d'étrangers comme les Suédois ou les Espagnols, ou d'autochtones

**Tableau 1.- Distribution de la population de l'URSS selon le "statut politique territorial" et le lieu de résidence, et niveau de rétention linguistique, 1989.**

	<b>Total</b>	<b>Vivant dans terr. national</b>	<b>Vivant hors terr. national</b>
<b>Effectifs (en milliers)</b>			
Russes	145.155	119.866	25.290
Peuples avec RF	112.809	94.831	17.978
Peuples avec RA	19.032	9.752	9.280
Peuples avec OA ou DA*	2.142	567	1.575
Peuples sans terr. national**	6.604		6.604
<b>Total</b>	<b>285.743</b>	<b>225.015</b>	<b>60.727</b>
<b>Distribution en % du total</b>			
Russes	50,8	41,9	8,9
Peuples avec RF	39,5	33,2	6,3
Peuples avec RA	6,7	3,4	3,2
Peuples avec OA ou DA*	0,7	0,2	0,6
Peuples sans terr. national**	2,3		2,3
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>78,7</b>	<b>21,3</b>
<b>Niveau de rétention linguistique (%)</b>			
Russes	99,8	100,0	99,0
Peuples avec RF	88,4	92,9	64,8
Peuples avec RA	83,2	91,5	74,4
Peuples avec OA ou DA*	36,0	88,2	17,2
Peuples sans terr. national**	56,8		56,8
<b>Total</b>	<b>92,7</b>	<b>96,6</b>	<b>78,4</b>

Notes :

**RF** = république fédérée

**RA** = république autonome

**OA** = "obalst" ou région autonome

**DA** = "okrug" ou district autonome

\* Comprend les Juifs (oblast autonome du Birobidjan)

\*\* Comprend les Allemands

**Rétention linguistique** : personnes d'une nationalité donnée qui déclarent leur langue maternelle comme celle correspondant à leur nationalité.

Source.- Goskomstat, Recensement de 1989, *Natsional'nyj sostav naselenija SSSR*, Moskva, 1991.



comme de petits peuples sibériens ou caucasiens appelés à disparaître, dont la poids démographique est nettement inférieur aux 2,3% de la population ne possédant pas de territoire national (selon le recensement de 1989). Les conséquences qu'en ont tirées les successeurs de Staline peuvent se résumer dans l'affirmation suivant laquelle une nouvelle communauté historique a émergé en URSS : le peuple soviétique, une "communauté de développement de la culture soviétique socialiste qui absorbe toutes les valeurs authentiques des cultures nationales" (Brezhnev, 1981 : 259). On ne nie pas les particularités des nationalités et nations, mais on constate seulement qu'elles ont atteint un nouveau stade de développement : elles ont sorti de "leur coquille de petites nationalités qui les isole", et elles ont finalement accédé aux "bienfaits de la culture supérieure", soviétique (les passages entre guillemets sont de Staline, 1953 : 79-80)

Que doit-on entendre par minorité en URSS ? Il y a ici une question d'échelle et un problème idéologique. Laissons de côté le problème idéologique. À l'échelle pan-soviétique, on peut admettre, comme sous l'Empire, que les minorités son tout simplement l'ensemble des non-Russes. Mais cette échelle soviétique est une simplification de la réalité dès qu'on descend aux niveaux des territoires, surtout les républiques. Les niveaux de rétention linguistique présentés au tableau 1 illustrent à quel point l'effet de la résidence a un impact significatif sur au moins un aspect de l'intégration, celle de l'assimilation linguistique. Les personnes qui habitent leur autonomie conservent dans une proportion beaucoup plus élevée que les autres leur langue maternelle d'origine (celle associée traditionnellement à leur nationalité). Le "statut politique" en soi, c'est-à-dire le fait qu'une nationalité possède ou non un territoire national, indépendamment du fait de vivre ou non dans ce territoire, est beaucoup moins discriminant.

Comme on pourra le constater par la suite, nous n'adopterons pas une définition figée de minorité : on peut être minoritaire à une échelle, mais constituer un groupe dominant à une autre échelle. On donnera ici la préférence à la résidence, un peu à la manière de la pratique des années 1920, sans toutefois oublier que l'URSS restait malgré tout ancré dans un passé russe et impérial, où l'intégration était sélective, destinée aux groupes considérés au moins les égaux des Russes, et où cette intégration devait souvent s'accompagner d'une russification, non seulement linguistique, mais aussi culturelle et sociale (Kappeler, 1994).

## **2.- L'intégration des minorités et l'histoire sociale soviétique**

Après la Révolution bolchévique d'octobre 1917, il était apparu très clairement à Lénine que la question des nationalités ne s'était pas réglée d'elle-même (Pipes, 1964). Dans la plupart des régions non-russes, la Révolution demeurait essentiellement une révolution russe. Il était donc important d'agir pour empêcher la décomposition définitive de l'ancien Empire, déjà

commencée avec la sécession de la Finlande, de la Pologne et des États baltes. Le principe de l'autonomie régionale, développée par Lénine avant 1917, et le fédéralisme, constituèrent les principes d'organisation territoriale des nationalités. Une importante planification linguistique, à laquelle étaient associés des programmes d'alphabétisation, fut lancée dans les années 1920, et devait fournir, dans plusieurs cas, une assise linguistique à la construction nationale-étatique. Si ces éléments étaient importants pour montrer la bonne volonté du nouveau régime envers les minorités en général, il convenait également d'intégrer ces populations dans les nouvelles institutions du pouvoir, soviétiques (État) et communistes (Parti). Cette intégration, nommée *korenizatsiia*, ou "nativisation" des institutions, avait pour objectif avoué (par Staline lui-même) de soviétiser la périphérie de l'URSS. Plusieurs résolutions du Parti Communiste, datant de 1921 et 1923, font état des mesures à adopter pour réaliser cette soviétisation : en résumé, il s'agissait de sélectionner et de recruter les éléments plus ou moins loyaux des intelligentsias locales dans les nouvelles institutions du nouveau pouvoir.

Le tableau 2 offre une vue d'ensemble des résultats de la politique de soviétisation : lente au début, le recrutement des cadres s'accélère de façon dramatique entre 1926 et 1939 à la suite de la collectivisation de l'agriculture et de l'industrialisation forcée qui marquent les années 1930 en URSS. Le mouvement est général, et met bien en relief les nécessités du régime en personnel d'encadrement et technique lui permettant d'accomplir ses vues grâce à une mobilité sociale ascendante trépidante pendant les premiers plans quinquennaux et à la création d'une nouvelle élite dévouée au dictateur, tel que les historiens l'ont montré pour le cas de la Russie (Lewin, 1987 ; Fitzpatrick, 1979a et 1979b). Mais ce ne sont pas seulement les Russes qui sont ainsi absorbés dans l'orbite de la soviétisation, mais aussi les non-Russes, et ce dans une mesure similaire aux Russes. Nous avons montré ailleurs comment le recrutement des non-Russes dans les institutions du pouvoir politique avait procédé par étapes : d'abord dans les institutions de base, et plus spécialement dans les villages où les populations titulaires constituent la majorité de la population, ensuite consolidation de leur présence dans les institutions sous-régionales (villes et arrondissements) et, plus tardivement et aussi plus lentement, dans les postes aux niveaux régionaux, républicains et centraux (Houle, 1997).

Le tableau 2 montre aussi que les Russes, en tant que groupe national, et la Russie, en tant que république fédérée, sont surreprésentés dans la direction des institutions soviétiques aux quatre recensements. Mais cette vision pan-soviétique masque des différences notables entre nationalités, et en particulier entre populations titulaires des républiques et leurs minorités, qu'elles soient russes ou non-russes. Les figures 1a, 1b, 2a et 2b présentent des indices comparatifs de participation à la direction des institutions politiques et des entreprises pour

**Tableau 2.- Taux de participation, pour 10.000 actifs, à la direction des institutions politiques et à la direction des entreprises, 1926 à 1979.**

	1926	1939	1959	1979
<b>Direction politique</b>				
Total URSS	9.5	53.8	39.2	47.3
Russie	9.9	56.0	41.3	49.9
Républiques	8.7	49.9	36.4	44.1
Russes	10.6	54.9	41.6	49.3
Non-Russes	8.2	52.3	36.3	44.8
<b>Direction des entreprises</b>				
Total URSS	7.8	30.6	27.9	37.9
Russie	8.4	33.5	29.3	40.0
Républiques	6.9	25.6	26.1	35.3
Russes	9.4	34.5	30.7	40.2
Non-Russes	6.0	25.3	24.6	35.1

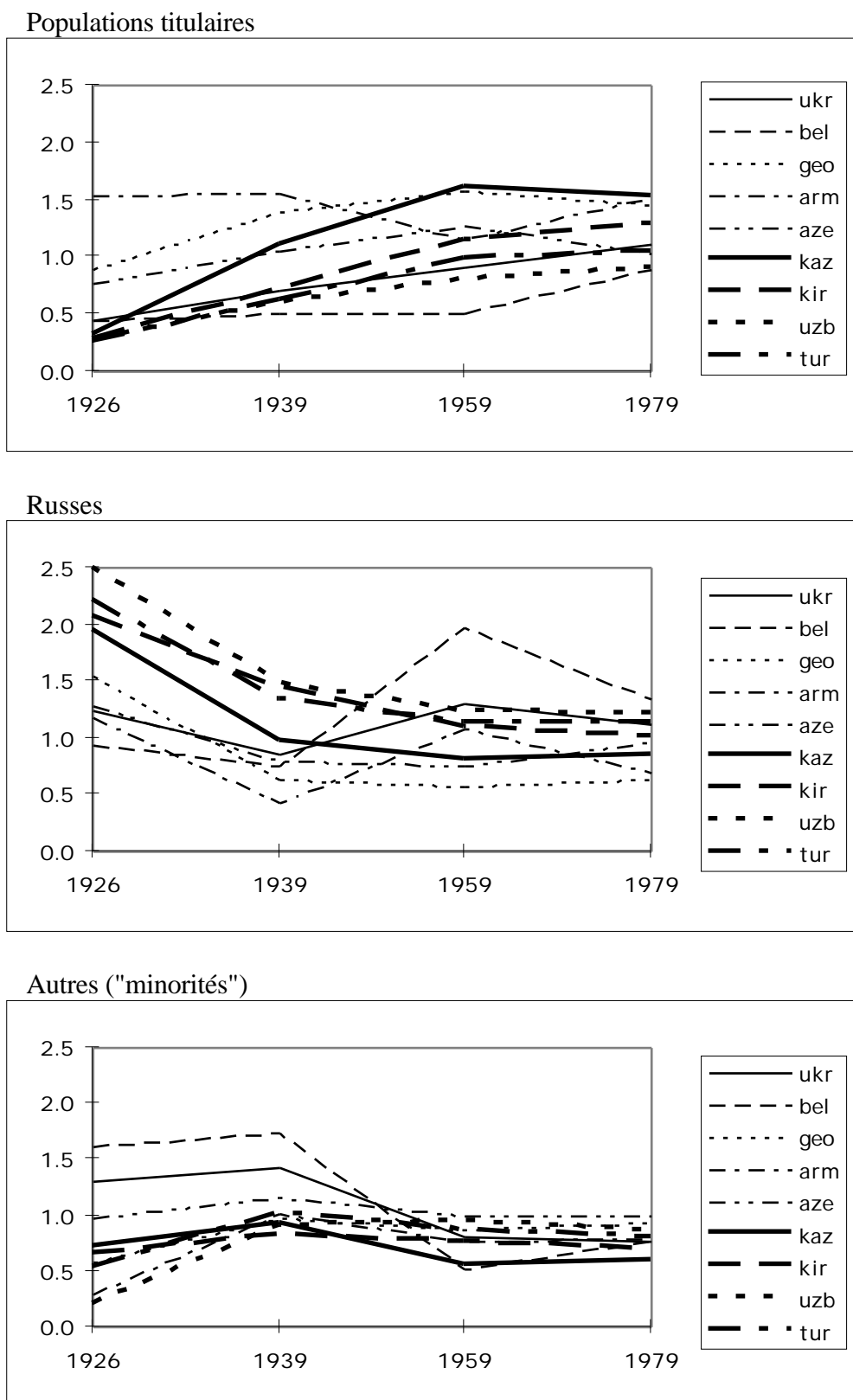
Calculés à partir du recensement soviétique publié de 1926, otdel 11 (zanjatija), tablitsa IV, et des recensements non publiés de 1939, 1959 et 1979, RGAE, fond 1562, opis' 336, tom 1 (Raspredelenie naselenija po zanjatijam i natsional'nosti), tom 2 (tablitsa 3-d) et tom 4 (tablitsa 33v).

trois regroupements nationaux dans 16 républiques, 9 fédérées et 7 autonomes<sup>1</sup>, pour lesquelles on possède l'information aux quatre recensements. Les regroupements en question sont les populations titulaires, les Russes et les autres groupes (que nous allons aussi nommer, par commodité, "minorités"<sup>2</sup>). Précisons d'abord ce que nous entendons par "indices comparatifs". Il s'agit d'une transformation des taux, comme ceux du tableau 2, que nous exprimés par rapport à une moyenne arithmétique républicaine où nous avons attribué

<sup>1</sup> Les républiques fédérées sont l'Ukraine (ukr), la Biélorussie (bel), la Géorgie (geo), l'Arménie (arm), l'Azerbaïdjan (aze), le Kazakhstan (kaz), la Kirghizie (kir), l'Ouzbékistan/Tadjikistan (uzb) et le Turkménistan (tur); les républiques autonomes sont Mari (mar), L'Oudmourtie (udm), la Tchouvachie (tcv), le Tatarstan (tat), la Bachkirie (bac), la Bouriatie (bur) et la Iakoutie (iak).

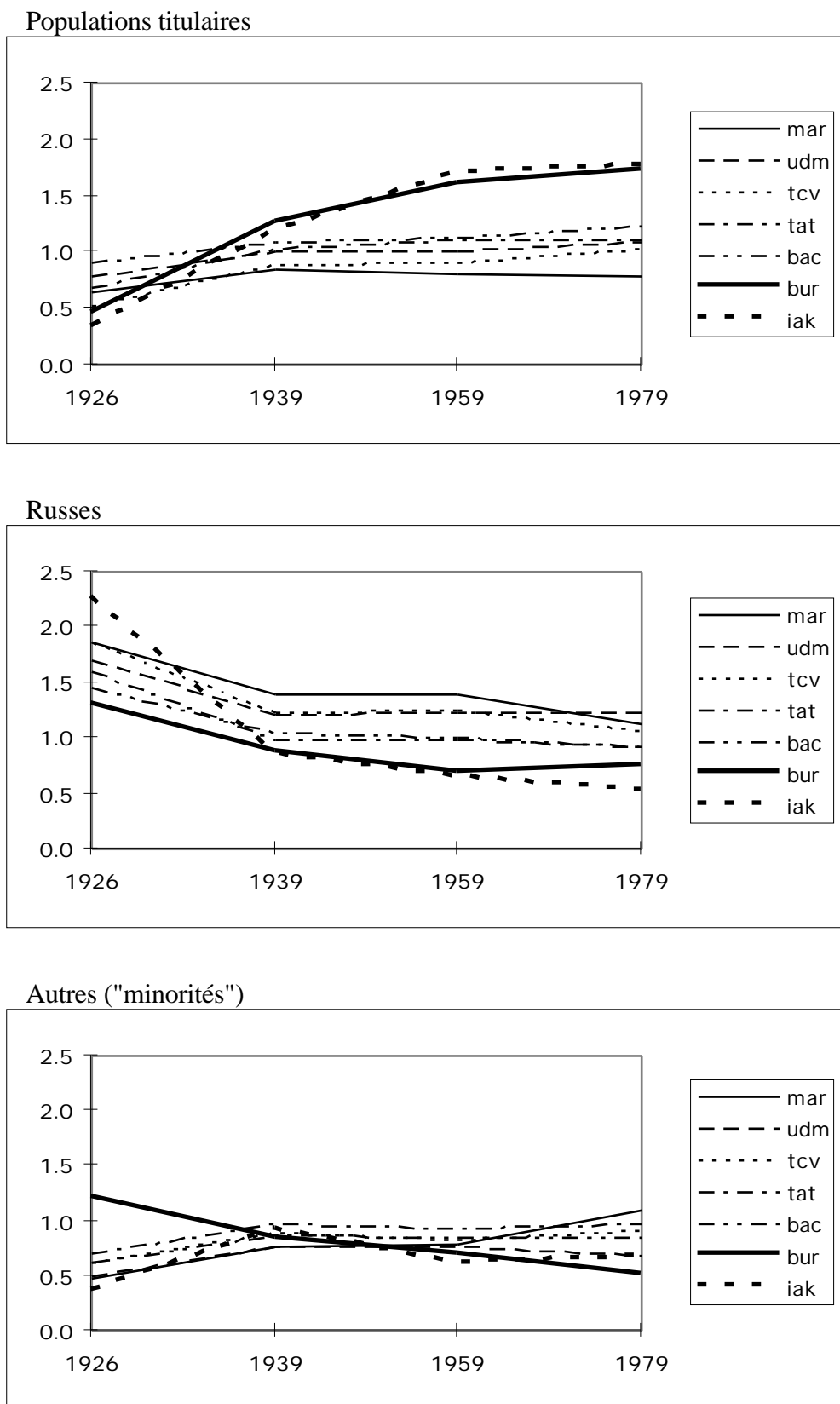
<sup>2</sup> En mettant le mot minorité entre guillemets, nous indiquons qu'il s'agit des "autres minorités" des républiques.

**Figure 1a.- Indices comparatifs de participation à la direction des institutions politiques, pop. titulaires, Russes et autres groupes nationaux (minorités), 9 républiques fédérées, 1926-1979.**



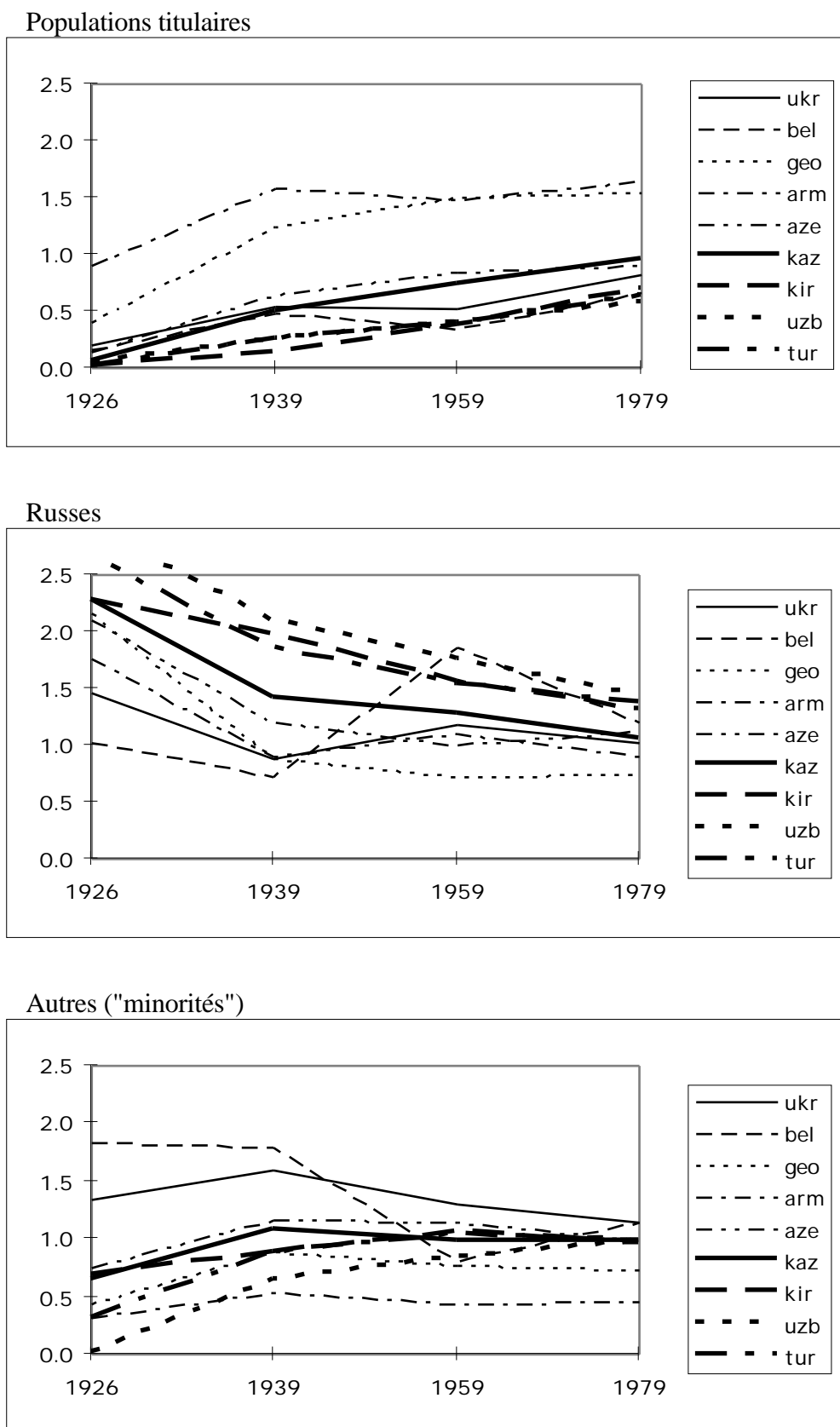
Source.- Voir tableau 2.

**Figure 1b.- Indices comparatifs de participation à la direction des institutions politiques, pop. titulaires, Russes et autres groupes nationaux (minorités), 7 républiques autonomes, 1926-1979.**



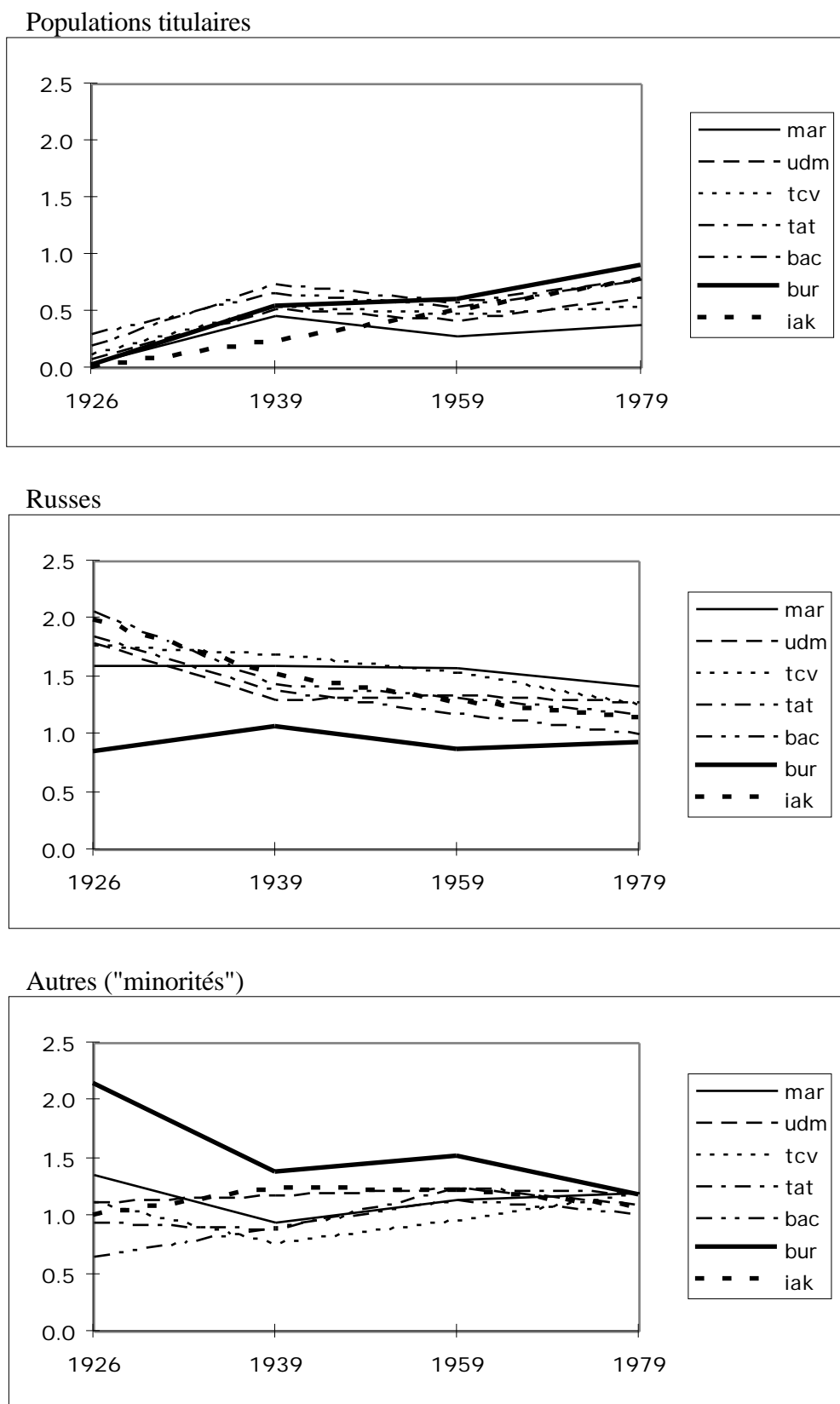
Source.- Voir tableau 2.

**Figure 2a.- Indices comparatifs de participation à la direction des entreprises soviétiques, pop. titulaires, Russes et autres groupes nationaux (minorités), 9 républiques fédérées, 1926-1979.**



Source.- Voir tableau 2.

**Figure 2b.- Indices comparatifs de participation à la direction des entreprises soviétiques, pop. titulaires, Russes et autres groupes nationaux (minorités), 7 républiques autonomes, 1926-1979.**



Source.- Voir tableau 2.

un poids égal (un tiers) à chaque regroupement national<sup>3</sup>. Ces indices permettent de comparer dans le temps et dans l'espace les situations relatives des groupes dans les républiques.

Il est d'abord frappant de constater, tant pour la direction politique que pour la direction des entreprises, l'évolution opposée pour les populations titulaires et les Russes: croissance soutenue des indices comparatifs pour les premiers entre 1926 et 1979, et décroissance soutenue pour les deuxièmes. Dans le cas des "minorités", on observe généralement une croissance entre 1926 et 1939, mais par la suite les indices tendent à se maintenir stables. Au cours de la période envisagée, il se produit un rattrapage des populations titulaires sur les Russes et les autres non-Russes, rattrapage plus marqué dans la direction politique que dans la direction des entreprises. Autre trait intéressant de ces évolutions est la tendance à l'égalisation des indices entre les nationalités autour des valeurs républicaines moyennes. Mais des écarts persistent entre les uns et les autres. Dans la direction politique, les taux des "minorités" restent légèrement en-deçà des moyennes, alors qu'à la direction des entreprises, leur position est beaucoup mieux assurée que celles des populations titulaires. Pour les Russes, et ce malgré une baisse des indices comparatifs, leurs positions aux postes de direction restent importantes. Les populations titulaires ont gagné un terrain important sur les autres groupes, mais leur position à la direction des entreprises est encore nettement "déficitaire" en 1979.

Les figures 1 et 2 illustrent bien les effets d'échelle qui permettent de situer les populations titulaires et les Russes en fonction de leur caractère de minorité ou de majorité. À l'échelle pan-soviétique, la logique du centre, dont les Russes ont été les représentants par excellence, en a été une de contrôle et de gestion, politique et économique, sur les républiques. À l'échelle de ces dernières pourtant, un processus de substitution est nettement en place, que nos données ne permettent malheureusement pas de suivre qu'au dernier recensement soviétique de 1989. Mais les gains ont été suffisamment importants pour modifier de façon drastique les relations centre-périphérie qui caractérisaient l'ancien Empire Russe, et par le fait même les relations entre les Russes et les populations locales dans les républiques. Les autres groupes minoritaires des républiques ont suivi une évolution plus difficile à cerner. Dans l'ensemble, leur situation semble s'être peu modifiée. L'exploitation plus détaillée du recensement de 1979 révèle d'autres résultats intéressants qui permettront de mieux comprendre l'évolution comparative des nationalités dans leur intégration au système soviétique.

---

<sup>3</sup> Posons ainsi le taux moyen :  $TM = (Tt + Tr + Ta)/3$ , où  $Tt$  est le taux observé pour la population titulaire dans la république,  $Tr$  le taux observé russe et  $Ta$  le taux observé des autres nationalités. L'indice comparatif se calcule comme ceci :  $Tx/TM$ ,  $Tx$  étant  $Tt$ ,  $Tr$  ou  $Ta$  selon le cas.



### **3.- Les positions des minorités dans les républiques en 1979**

Afin d'approfondir nos réflexions antérieures, nous allons prendre cinq exemples: les états baltes, l'Asie centrale, la Transcaucasie, le couple Russie-Ukraine et la Moldavie. Nous allons également reprendre la même division par nationalité : populations titulaires, Russes et autres groupes ("minorités"), sauf pour le couple Russie-Ukraine et la Moldavie où nous distinguerons une "minorité" particulière, les Ukrainiens. Le fait d'isoler les Ukrainiens de Russie et de Moldavie permettra de diriger nos observations sur un type de minorités qui, dans les autres cas, se retrouverait dans la rubrique générale des "autres groupes".

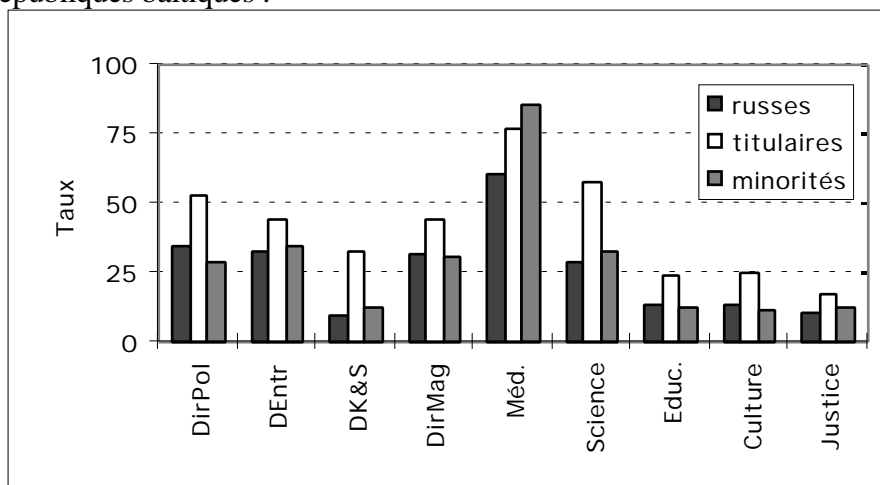
Le tableau 2 et les figures 1 et 2 proposaient l'étude de catégories certes intéressantes, mais cependant très spécifiques quant à leur place dans l'ensemble des catégories socio-professionnelles. À partir d'ici, nous irons plus loin et nous ouvrirons l'éventail de ces catégories. De plus, au lieu d'utiliser des indices comparatifs, nous présenterons nos résultats à l'aide des taux observés, mais standardisés pour la composition par sexe et par résidence rurale-urbaine, en prenant comme standard la distribution de la population active régionale par sexe et résidence rurale-urbaine. Il est apparu important de standardiser pour la distribution de la population selon la résidence rurale-urbaine en tout premier lieu, étant donné les très grandes différences d'habitat qui existent entre les populations titulaires d'une part et les autres groupes d'autre part (Russes et "minorités").

Les catégories socio-professionnelles que nous examinerons sont au nombre de neuf, dont deux ont déjà été abordées : les dirigeants politiques (DirPol), les dirigeants des entreprises (DEntr), les dirigeants et gérants des kolkhozes et sovkhozes (DK&S), les directeurs des magasins (DirMag), les médecins, le personnel scientifique des centres de recherche, les directeurs des institutions d'enseignement à tous les niveaux, le personnel des institutions culturelles (théâtres, cinémas, etc.) et le personnel juridique (procureurs, juges, avocats).

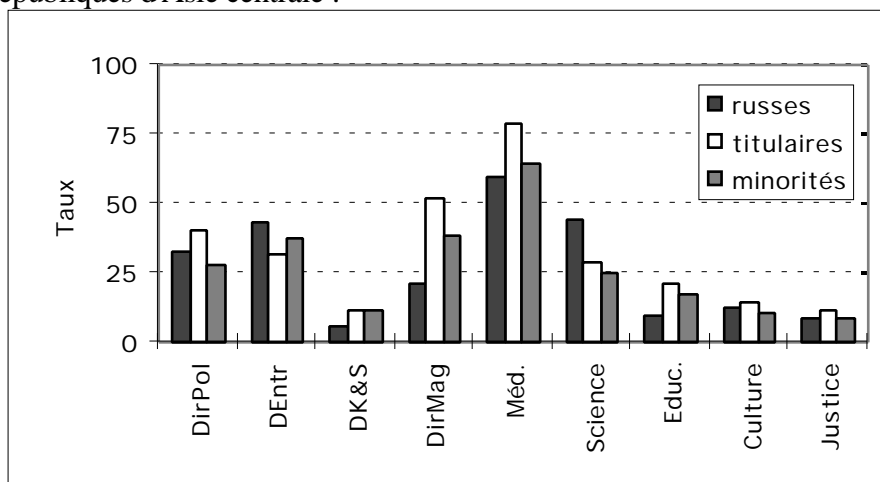
La figure 3 présentent les taux de participation (pour 10.000 actifs) standardisés pour les nationalités dans trois grandes régions en 1979 : les républiques baltes, d'Asie centrale (excluant le Kazakhstan) et transcausiennes. On constate d'abord que les populations titulaires sont mieux représentées que les Russes et les minorités à la direction politique. On constate également que les populations titulaires ont une participation égale ou supérieure aux autres groupes nationaux dans la plupart des huit catégories socio-professionnelles restantes, même dans les professions de nature économique. Il y a bien des exceptions ici et là, mais elles semblent révéler de facteurs proprement régionaux qui prennent leur source dans les niveaux d'éducation différenciés entre les populations de l'URSS (voir le tableau 3). De ce point de vue, les peuples d'Asie centrale sont désavantagés par rapport aux Baltes et des Transcausiens : on le voit à la direction des entreprises, et dans le domaine scientifique. Ce

**Figure 3.- Taux de participation (p. 10.000 actifs) standardisés à différentes catégories socio-économiques, Russes, populations titulaires et autres groupes nationaux (minorités), pour trois grandes régions, 1979.**

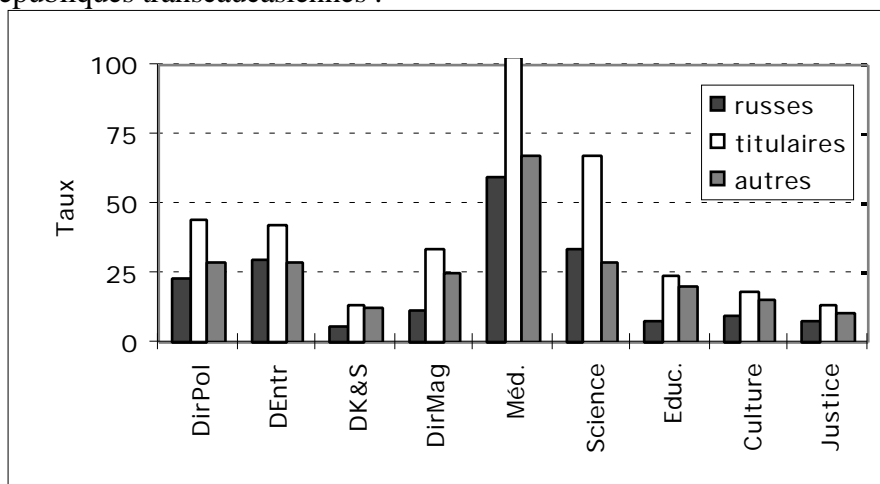
Républiques baltiques :



Républiques d'Asie centrale :



Républiques transcaucasiennes :



Calculé à partir du recensement soviétique non publié de 1979, RGAE, fond 1562, opis' 336, tom 4, tablitsa 33v.

**Tableau 3.- Proportion de la population des groupes titulaires et russes des républiques possédant un niveau d'éducation supérieure complétée, population de 20 ans et plus, 1979 (en pourcentage).**

Républiques	Groupes titulaires	Russes
Russie	8.7	-
Ukraine	6.2	12.8
Biélorussie	5.7	19.7
Moldavie	4.3	15.0
Lituanie	7.3	11.9
Lettonie	7.1	11.3
Estonie	8.4	9.9
Géorgie	14.9	12.6
Arménie	13.0	18.4
Azébaidjan	9.4	12.3
Kazakhstan	8.9	8.9
Kirghizie	8.0	10.2
Ouzbékistan	7.5	13.0
Tadjikistan	6.3	13.4
Turkménistan	6.8	12.6
Mari	4.1	9.4
Mordovie	4.4	7.0
Oudmourtie	3.8	8.6
Tchouvachie	4.6	9.1
Tatarstan	6.0	8.9
Bachkirie	5.0	6.9
Daghestan	6.0	9.5
Tch.-Inguchie	3.1	10.2
Kab-Balkarie	7.5	9.4
Ossétie du nord	10.9	11.4
Bouriatie	14.1	6.9
Iakoutie	9.0	9.2

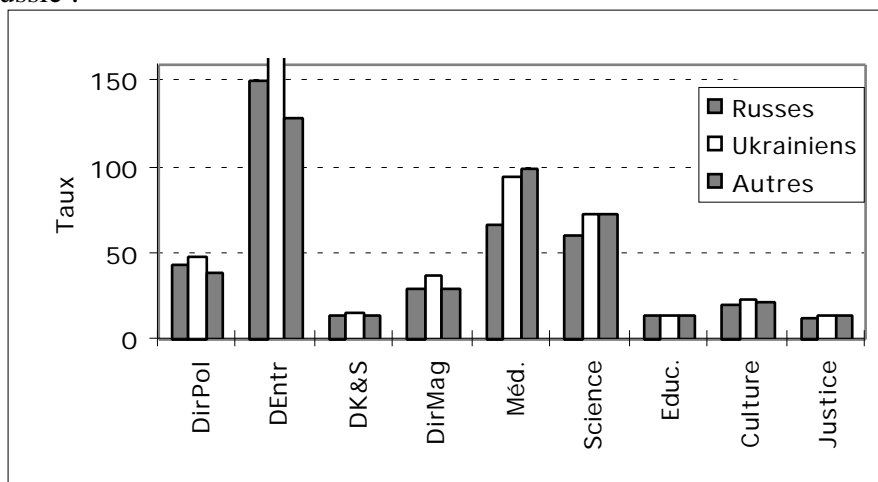
Source.- Recensement soviétique non publié de 1979, RGAE, fond 1562, opis' 336, tom 4, tablitsa 30s.

qui ne manque pas d'étonner cependant est l'alignement assez général des taux des "minorités" sur ceux des Russes. Il semble, à la vue de la figure 3, que Russes et "minorités" assurent des fonctions identiques dans les républiques, peut-être parce qu'ils ont justement des caractéristiques communes, comme celle d'être des migrants sélectionnés.

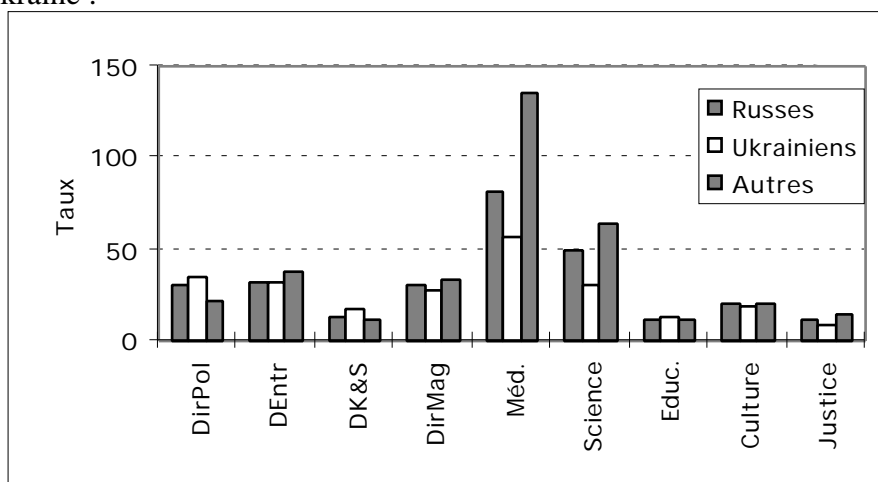
La figure 4 peut nous aider à y voir plus clair. Sont présentés ici les taux observés en Russie et en Ukraine, pour leurs populations russes, leurs populations ukrainiennes et leurs "minorités". En Russie, les Ukrainiens semblent constituer une population bien insérée dans la république russe : leur participation aux différentes catégories professionnelles est élevée, davantage que celle des Russes eux-mêmes, de façon très marquée dans la direction économique. Le niveau d'éducation des Ukrainiens qui vivent en Russie n'est certainement pas étranger à cette situation (tableau 4), tout comme cela est vrai aussi pour les Russes ou

**Figure 4.- Taux de participation (p. 10.000 actifs) standardisés à différentes catégories socio-économiques, Russes, Ukrainiens et autres groupes nationaux (minorités), Russie et Ukraine, 1979.**

Russie :



Ukraine :



Source.- Voir figure 3.

**Tableau 4.- Proportion des Russes et des Ukrainiens vivant en Russie et en Ukraine possédant un niveau d'éducation supérieure complétée, population urbaine de 30-59 ans, 1979 (en pourcentage).**

	Russes		Ukrainiens	
	hommes	femmes	Hommes	femmes
Russie	14.6	12.9	20.2	15.2
Ukraine	18.9	15.9	14.4	10.7

Source.- Recensement soviétique non publié de 1979, RGAE, fond 1562, opis' 336, tom 4, tablitsa 30s.

les minorités des républiques. Russes et "minorités" dans les républiques sont souvent des populations sélectionnées sur la base, entre autres, de leur niveau d'éducation (et sûrement aussi pour leurs qualités "politiques"). Le cas des Ukrainiens en Russie illustre bien ceci. De fait, lorsqu'on parle des "minorités", on mélange plusieurs populations, dont certaines, bien que non titulaires, sont des populations originaires de la région et qui possèdent par conséquent des caractéristiques comparables aux titulaires : ce serait le cas par exemple des Tadjiks en Ouzbékistan ou des Polonais en Lituanie. Mais ce n'est pas le cas avec les Ukrainiens urbanisés de Russie (et des autres républiques), largement issus des migrations internes effectuées pendant la période soviétique (Tchernaja, 1991). Le lecteur pourra consulter le tableau 5 pour se faire une idée de la dispersion des Ukrainiens dans les républiques, où ils forment souvent, après les Russes, le deuxième plus important groupe national non indigène.

**Tableau 5.- Population ukrainienne dans les républiques fédérées en 1939 et 1989 (effectifs en milliers).**

République	1939	1989	Croissance 1939-1989 (%)
Ukraine	29606,8	37419,7	36
Russie	3204,4	4360,0	26
Biélorussie	164,3	291,0	77
Moldavie	173,0	600,0	247
Ouzbékistan	73,8	154,1	109
Tadjikistan	17,4	41,0	136
Turkménistan	21,8	35,8	64
Géorgie	45,6	52,0	14
Azerbaïdjan	23,6	32,3	37
Arménie	5,5	8,3	51
Lituanie	0,3	44,4	-
Lettonie	2,0	92,1	-
Estonie	-	48,3	-
Kazakhstan	655,7	896,0	37
Kirghizie	137,3	108,0	-21
Total URSS	34131,5	44183,0	29

Source : Tchernaja (1991 : 68).

Le schéma d'intégration des nationalités en Ukraine s'apparente davantage aux autres républiques, et surtout à l'Asie centrale. Ce qui est remarquable en Ukraine est la forte représentation des "minorités", nettement plus importante qu'en Russie ou dans les républiques baltes. À la direction des entreprises, en médecine ou dans les activités scientifiques, la représentation des "minorités" ukrainiennes surpasse à la fois celle des

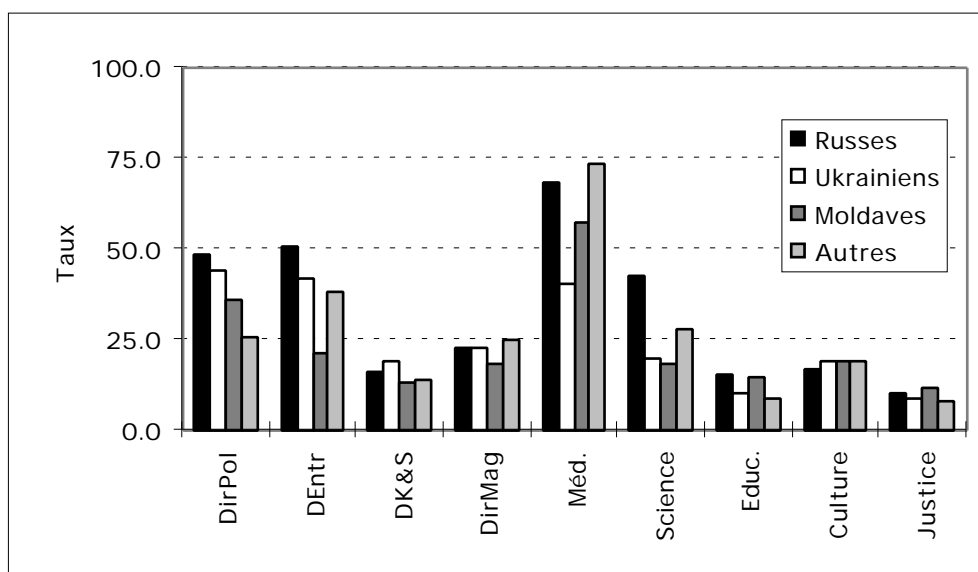
Russes et des Ukrainiens. La présence de groupes locaux, indigènes, aussi fortement mobilisés que les Juifs ou les Polonais, contribue certainement à expliquer cette situation.

Si il y a des républiques qui reçoivent des migrants, il doit y en avoir d'autres qui en envoient. C'est le cas de la Russie et de l'Ukraine. En tant que zones d'émigration pour leurs populations titulaires, ces deux républiques sont l'objet d'un "exode des cerveaux" qui se répercute sur le degré de participation de ces nationalités titulaires dans les professions spécialisées dans leur propre territoire. Cet effet de "déflation" se traduit par le fait que Russes de Russie et Ukrainiens d'Ukraine ne sont pas aussi bien représentés dans les neuf catégories socio-professionnelles examinées que les populations titulaires des républiques baltiques, transcaucasiennes et d'Asie centrale.

Enfin, le cas de la Moldavie ne vient que confirmer le rôle particulier d'un type concret de "minorité", les Ukrainiens, dans les républiques (figure 5). Comme en Russie, les Ukrainiens de Moldavie sont fortement représentés dans les neuf catégories socio-professionnelles. On ne peut manquer de constater à quel point la position des Ukrainiens dans le pouvoir politique et économique s'apparente à celui des Russes, dans les deux cas au détriment des Moldaves eux-mêmes. En même temps, le groupe résiduel des "minorités" maintient une participation significative dans certaines activités, en particulier dans la direction économique, comme cela était le cas pour les "minorités" dans les républiques.

Les tensions actuelles dans ce pays, provenant évidemment des tendances sécessionnistes de la république auto-proclamée du Dniestr, mais aussi des revendications autonomistes des Gagaouzes, sont en quelque sorte bien rendues par la figure 5 : sauf que dans cette république auto-proclamée du Dniestr, les Russes ne sont probablement pas les seuls éléments à revendiquer leur indépendance de la Moldavie, et il faudrait probablement y inclure aussi les Ukrainiens. Ce qui est vrai en Moldavie, trouve certainement son pendant dans les républiques : il n'y a pas que les Russes qui quittent les zones "chaudes" asiatiques de l'ancien Empire sous les pressions des nationalismes, mais aussi d'autres groupes occidentaux, et parmi ceux-ci les Ukrainiens ont au moins autant de raisons de le faire que les Russes. Malheureusement, le phénomène n'est pas étudié, sûrement parce qu'on est encore ébloui par les anciennes formules qui opposent Russes et non-Russes en général, sans se poser la question, également importante, de la véritable complexité de la question des nationalités dans ce que fut l'Union Soviétique.

**Figure 5.- Taux de participation (p. 10.000 actifs) standardisés à différentes catégories socio-économiques, Russes, Moldaves, Ukrainiens et autres groupes nationaux, Moldavie, 1979.**



Source : Voir figure 3.

#### 4.- Conclusion

Dans cette communication, nous avons voulu mettre en relief les positions sociales et politiques des nationalités dans le système soviétique. Majorité et minorité sont des termes qui doivent être mis en perspective, d'abord selon une échelle territoriale, en conformité avec l'organisation nationale-étatique de ce pays. Il est clairement ressorti de nos recherches, illustrées par l'exploitation des données non publiées des recensements, que les Russes détenaient des positions de privilège dans cet État successeur de l'Empire. Mais tout le mouvement de modernisation qui eut cours, en particulier à partir des années 1930, a modifié drastiquement la situation "impérialiste" qui régissait ce continent au cours des siècles précédents. Les non-Russes, dont plusieurs peuples étaient autrefois explicitement mis à l'écart de la société civile de l'Empire dont ils partageaient pourtant les destinés, ont été intégrés dans les institutions du nouveau régime. Il s'agissait d'une stratégie, la soviétisation de la périphérie, en même temps que cette intégration avait un prix, la "liquidation", pour reprendre un vocabulaire cher à Staline, des anciennes structures sociales et de groupes humains (kulaks, nomades, opposants). Ce faisant, cette intégration permettait cependant, dans les républiques, et pour les populations titulaires de celles-ci, d'exercer un pouvoir réel qui s'acquit progressivement sans doute, mais qui était solidement ancré à la veille de de la dissolution de l'URSS entraînée par le phénomène Gorbatchev. Il ne fait aucun doute que ce

fait a précipité la chute du régime, tout en permettant aux nouveaux États, grâce à l'existence de sociétés civiles structurées, avec la présence d'un personnel politique, d'élites économiques, de groupes de professionnels et d'intellectuels, d'une classe ouvrière, etc., de maintenir une certaine stabilité sociale et politique et d'orienter leur propre devenir. Cela n'était nullement un gage de démocratisation de ces sociétés, comme on le constate facilement en Asie centrale, en Biélorussie et ailleurs, ni un gage de progrès économique instantané, sinon un gage que des situations par trop anarchiques comme celles qu'ont vécues les États successeurs de l'ancienne Yougoslavie, et surtout la république bosniaque, ne viendraient pas bouleverser les difficiles équilibres en place.

En deuxième lieu, nos résultats montrent que les minorités dispersées sur l'immense territoire soviétique d'alors ont joué un rôle d'appoint dans le développement économique du pays et dans la soviétisation des périphéries. C'est le cas des Ukrainiens par exemple qui, en-dehors de leur république, sont venus appuyer (peut-être malgré eux) les Russes chargés de former et contrôler les populations indigènes et accélérer le développement économique. En ce sens, l'Union Soviétique n'a pas fait figure d'exception en comparaison avec d'autres sociétés industrielles: elle a utilisé les migrations internes pour redistribuer le capital humain en fonction des nécessités qui se faisaient sentir dans les zones en déficit de cadres, ou pour alimenter les zones en croissance économique (comme la Sibérie). Seules les méthodes changeaient.

Les autorités soviétiques ont pratiqué deux types de construction nationale. L'une d'elle reposait sur les républiques (surtout fédérées, mais aussi autonomes dans certains cas), permettant aux populations titulaires de celles-ci de prendre en main, sous le contrôle plus ou moins resserré du centre, leur destinée. C'est une vision de la nation ethnique qui, implicitement ou non, était mise de l'avant, un véritable "nation building" dont on profité plusieurs nationalités. L'autre, par le brassage des populations, la russification des "diasporas", etc., relève d'une vision territoriale de la nation, selon l'expression heureuse de A. Smith (1986), qui devait se traduire, entre autres choses, par l'apparition d'une culture homogène et d'une citoyenneté active. À l'évidence, les tensions entre ces deux visions de la nation ont donné raison à la première, même dans le bastion du communisme soviétique, la Russie.



## Références

Bennigsen, A. (1986). "Soviet Minority Nationalism in Historical Perspective", in: R. Conquest (Ed.), *The Last Empire*, Stanford, Hoover Institution Press, pp. 131-150.

Brezhnev, L. I. (1981). *Izbrannyi proizvedenija*, tome II, Moskva, Izdatel'stvo politicheskoy literatury.

Charachidzé, G. (1989). "L'empire et Babel. Les minorités dans la perestroïka", *Le genre humain*, Vol. 20, pp. 9-36.

Fitzpatrick, S. (1979a). *Education and Social Mobility in the Soviet Union 1921-1934*, Cambridge, Cambridge University Press.

Fitzpatrick, S. (1979b). "Stalin and the Making of a New Elite", 1928-1939, *Slavic Review*, Vol. 38, n° 3, pp. 377-402.

Houle, R. (1997). "Russes et non-Russes dans la direction des institutions politiques et économiques en URSS. Une étude des recensements, 1926-1979", *Cahiers du Monde Russe*, Vol. XXXVIII, n° 3 (à paraître).

Jones, E. et F. W. Grupp (1984). "Modernization and Ethnic Equalization in the USSR", *Soviet Studies*, Vol. XXXVI, n° 2, pp. 159-184.

Kappeler, A. (1994) *La Russie, empire multiethnique*, Paris, Institut d'Études Slaves.

Kljatchin, A. I. (1989). "Etnitcheskie men'chinstva i natsional'no-gosudarstvennoe stroitel'stvo na Ukraine v 1920-1930 gg", in I. I. Krupnik (Red.), *Etnokontaknye zony v evropejskoy tchasti SSSR*, Moskva, MFGO, pp. 96-110.

Lenin, V. Y. (1989). *O natsional'nom voprose i natsional'noj politike*, Moskva, Izdatel'stvo politicheskoy literatury.

Lewin, M. (1987). *La formation du système soviétique*, Paris, Gallimard.

Penninx, R., J. Schoorl et C. van Praag (1993). *The Impact of International Migration on Receiving Countries : The Case of the Netherlands*, Amsterdam/Lisse, Swets & Zeitlinger B.V.

Pipes, R. (1964). *The Formation of the Soviet Union*, Cambridge, Harvard University Press.

Roeder, P. G. (1992). "Soviet Federalism and Ethnic Mobilization", in : R. Denber, (Ed.), *The Soviet Nationality Reader*, Boulder, Westview Press, pp. 147-178.

Smith, A. D. (1986). *The Ethnic Origins of Nations*, Oxford, Basil Blackwell.

Silver, B. (1974). "Levels of Sociocultural Development Among Soviet Nationalities : A Partial Test of the Equalization Hypothesis", *The American Political Science Review*, Vol. LXVIII, n° 4, pp. 1618-1637.

Simon, G. (1991). *Nationalism and Policy Toward the Nationalities in the Soviet Union*, Boulder, Westview Press.

Staline, J. (1953). *Le marxisme et la question nationale et coloniale*, Paris, Éditions Sociales.

Suny, R. G. (1989). *The Making of the Georgian Nation*, London, Tauris.

Tchernaja, N. V. (1991). "Ukrainskoe naselenie Rossii i SSSR za predelami Ukrainy (XVIII-XX vv.). Dinamika tchislennosti i razmechtchenija", *Rasy i narody*, Vol. 21, pp. 62-79.